



Coronavirus : droit de retrait syndical CGTPEP64

Monsieur le Directeur Général

Suite à notre CSE extraordinaire du 31 mars 2020, la CGTPEP64 tient à vous faire part par écrit des éléments suivants.

L'intersyndicale CGT/CFDT/UNSA avait pris la décision de mettre en place un droit de retrait intersyndical collectif.

Après les informations que vous leur aviez données, la CFDT et l'UNSA retiraient leur droit de retrait, la CGT vous avait informé qu'elle le suspendait.

Après notre CSE extraordinaire du 31 mars 2020, la CGTPEP64 fait le constat que si des décisions sont prises dans les établissements restants ouverts, pour limiter au maximum les risques liés au covid19 et aussi permettre aux salariés d'avoir des organisations de travail leur permettant d'assurer au mieux leur tâches au quotidien et leur vie privée, les conditions de sécurité optimale ne peuvent être assurées dans toutes les situations de travail rapprochées avec les résidents (toilettes, accompagnement aux WC, accompagnement aux repas en cas de fausses routes). Dans ces situations, ainsi que toutes les visites au domicile de professionnels, les salariés ne sont pas équipés de masques FFP2 dont la durée de validité n'excèdent pas 6 mois (recommandation du ministère du travail et de l'INRS). Leur santé et celles de leurs proches sont remises en question.

La CGTPEP64 vous demande donc de mettre ce type de protection individuelle, ainsi que tous ceux nécessaires et indispensables, à disposition des salariés devant intervenir sur ces situations de travail. Elle vous a fait aussi la proposition que tout salarié qui estimerait ne pas se sentir en sécurité maximale puisse se retirer **temporairement** de cette situation, qui devra alors être évaluée avec son chef de service, le responsable d'établissement si nécessaire et un représentant de proximité ou délégué syndical CGT, afin d'y apporter une solution : mise à disposition des équipements de protection individuelle adéquats (FFP2 valide notamment, lunettes, gants, sur-blouse....), faire effectuer le travail par un salarié autre qui se sentirait en sécurité (collègue-chef de service). Dans l'attente de cette évaluation, le salarié pourra suspendre cette tâche.

La CGTPEP64 espère que ces propositions seront entendues de votre part et que vous jugerez utile de les transmettre à vos responsables d'établissement

Copie : secrétaire CSE-Délégués syndicaux CFDT/UNSA
Union Santé Départementale CGT 64 – Union Départementale CGT 64
DIRECCTE - service de santé au travail

Jurançon le 1/04/2020